

Brochure n° 3085

Convention collective nationale

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

**AVENANT DU 14 DÉCEMBRE 2006
À L'ACCORD DU 5 MARS 1986 MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DE LA CARCEPT-PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0750323M*

IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport (UFT) ;

L'union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) ;

L'union des transports publics (UTP),

D'une part, et

La fédération des cheminots collectif national des réseaux et régies secondaires CGT ;

La fédération des cheminots FO ;

La fédération générale des transports (FGT) CFTC ;

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC ;

La fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ;

La fédération nationale des syndicats de transport CGT ;

La fédération nationale des transports et de la logistique FO-UNCP ;

L'union des syndicats des wagons-lits CGT,

D'autre part,

considérant la volonté des partenaires sociaux que tout ayant droit potentiel d'un ressortissant du régime puisse faire valoir ses droits au capital décès prévu par le règlement intérieur de la CARCEPT-Prévoyance,

décident en conséquence de ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 16 « Portabilité du capital décès ou invalidité » est ajouté comme suit :

« Lorsque la CARCEPT-Prévoyance a connaissance du décès ou de l'état d'invalidité de la personne garantie, elle met en œuvre toute mesure permettant de verser aux ayants droit le capital prévu aux articles 3, 5, 12, 13 et 14 ci-dessus. »

Article 2

Entrée en application

Le présent accord est applicable à compter de la date de sa signature ; il est annexé à l'accord du 5 mars 1986.

Article 3

Dépôt et publicité

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail et d'un dépôt, à la direction générale du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 132-10 et L.133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)